direct éco le dauphiné libéré

LA VIE DES ENTREPRISES DANS LES ALPES

NOTRE DOSSIER

Cyber-attaques : tous concernés

Dessin Le DL/Jérôme BELLEMIN

« Il faudrait se préparer aux cyber-attaques comme on se prépare au risque incendie », suggère un des interlocuteurs de ce dossier. Que faire en cas d'urgence ? Vers qui se tourner ? Toutes les entreprises, quel que soit leur secteur d'activité, sont concernées. Sans devenir paranoïaque, il s'agit de s'adapter à une réalité qui conduit les assureurs à placer les cyber-attaques en tête des risques... devant le changement climatique ! P. 2 à 6

Photo Adobe Stock

ÉCHIROLLES (ISÈRE)

Mobilecase reconditionne téléphones et tablettes et compte séduire les entreprises P. 8

GRENOBLE (ISÈRE)

MagREEsource pourrait diminuer notre dépendance aux métaux rares P. 9

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Après l'incendie de son atelier, zChocolat donne une leçon de résilience P. 10

300282100

Les cyber-attaques ou la culture du risque permanent

Adobe Stock

Le cloud, l'internet des objets, l'industrie 4.0... La digitalisation totale de l'économie multiplie les risques de cyber-attaques. Pas besoin de maîtriser l'informatique pour le deviner. D'ailleurs, c'est peut-être aussi parce que nous sommes nombreux à ne rien vraiment maîtriser que le risque est élevé.

"Dans une stratégie de cyber-résilience, il est absolument essentiel que l'entreprise s'appuie sur ses collaborateurs afin que tous comprennent les enjeux", peut-on lire dans une étude de la Chambre de commerce et d'industrie d'Île de France. Comprendre les enjeux, c'est rappeler cette statistique de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi). «En 2021, sur les attaques par rançongiciels [lire page suivante] vues par l'Anssi, plus d'une sur deux a frappé une PME, TPE, ETI dite "non stratégique". Souvent, les chefs d'entreprise se disent [...] qu'ils ne sont pas la cible désignée des cyberattaques dont ils entendent parler dans les médias. Or, nul besoin d'être une cible pour être une victime. Une entité peut être touchée de manière opportuniste, car sa sécurité était tellement faible que cela ne coûtait rien de la pirater», détaille Kevin Heydon, délégué à la sécurité numérique de l'Anssi Paca et Corse. Pas facile d'entendre cela.

TOUS CONCERNÉS, TOUT LE TEMPS

Pour finir de convaincre les sceptiques, il faut peut-être souligner que pour la cinquième année consécutive, la Fédération française des assureurs a placé les cyber-attaques en première position du classement des risques, dans sa cartographie prospective 2022. Le cyber-risque passe avant le changement climatique ! "[Cette position] a été alimentée par la recrudescence des attaques (le nombre d'attaques par rançongiciels a augmenté de 255 % en 2020) visant des administrations et des secteurs stratégiques, alimentant des tensions géopolitiques. Les entreprises sont également les cibles de ces attaques avec une hausse qui se poursuit en 2021", constatent les assureurs.

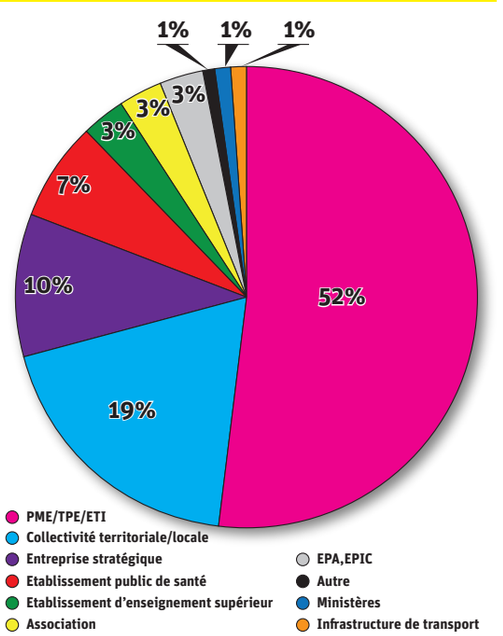
Comme une invitation à la paranoïa, le panorama de la menace informatique 2021 que l'Anssi vient de publier, rappelle : "Les rançongiciels occupent le devant de la scène médiatique mais ne doivent pas occulter les campagnes d'espionnage et de sabotage, particulièrement préoccupantes. Les opérations d'espionnage informatique restent la principale finalité des attaquants [...]"

Il n'y a certainement aucun lien entre votre business et la guerre en Ukraine ou "l'élection présidentielle de 2022, la Coupe du monde de rugby 2023 ou les Jeux de Paris en 2024", mais l'Anssi y voit "autant d'événements que les attaquants chercheront à exploiter". "Devenus l'affaire de tous, les cyber-attaques n'épargnent aucun secteur, conclut l'organisme national. Il est plus que jamais essentiel que les organisations consentent les investissements, humains et financiers, nécessaires à leur sécurisation."

C'est ce que nous allons voir dans ce dossier.

Célia AMPHOUX

RÉPARTITION DES VICTIMES D'ATTAQUES PAR RANÇONGICIEL TRAITÉES PAR L'ANSSI EN 2021



Source : DR

APRES L'ATTAQUE, 70 % DES PME LIQUIDEES

Selon une étude commandée par la Chambre de commerce et d'industrie Paris-Île-de-France, "une attaque peut générer, pour le cybercriminel, un bénéfice compris entre 30 000 et 50 000 euros. Elle peut coûter entre 10 000 € et 100 000 € à l'entreprise cible". Pour Saint-Gobain, les dégâts sont allés au-delà (lire en p 4). "Chiffre nettement plus alarmant, ajoute l'étude, 70 % des PME qui subissent une attaque déposent le bilan."

Sopra Steria : « S'organiser pour répondre de façon industrialisée aux attaques »

Haute-Savoie

« Un ordinateur sécurisé est dans un bunker au fond d'un coffre, débranché et éteint… Un idéal qui n'existe pas », assure Alexandre Cabrol Perales, directeur des services de détection et de réponse aux cyber-attaques chez Sopra Steria, groupe qui emploie plus de 46 000 collaborateurs dans une trentaine de pays. Créé à Annecy en 1968, le leader européen des services informatiques est un acteur de référence sur le marché de la cyber-sécurité. Il a renforcé sa force de frappe fin 2021 avec l'acquisition d'EVA Group, un cabinet français spécialisé. Et Sopra Steria fait partie des membres fondateurs du projet écosystème du "Campus cyber", impulsé par le président Emmanuel Macron. « On est en guerre, on doit pouvoir compter sur des alliés. Il faut s'organiser pour répondre de façon industrialisée aux attaques », résume Alexandre Cabrol Perales. « On est sur une forte évolution des cyber-attaques ces trois dernières années ; et la pandémie a accéléré cette évolution, avec des entreprises de plus en plus connectées », relève-t-il. Les « activistes et terroristes » qui sévissaient sur la toile font place à une cyber-criminalité qui s'est emparée de cette accélération de la digitalisation des entreprises.

LE CAMPUS CYBER

Le Campus cyber est né le 12 janvier 2022 dans le quartier de la Défense, à Paris. Sa mission : former les ingénieurs qui manquent aux entreprises françaises. «1800 experts [de Sopra Steria, de Cap Gemini, d'Atos…] de la cyber-sécurité vont y travailler pour former des jeunes», a annoncé le président du Campus cyber, Michel Van Den Berghe.

Pour Alexandre Cabrol Perales, directeur des services de détection et de réponse aux cyberattaques chez Sopra Steria, « on doit répondre en permanence à des agressions. Et les agresseurs n'ont pas besoin d'être nombreux pour faire des dégâts. » Photo Sopra Steria

« PLUSIEURS CRISES, TOUS LES MOIS »

« On est sur une courbe exponentielle. Il y a cinq ans, on voyait une cyber-attaque majeure mettant une entreprise en péril tous les trimestres ; là, on est sur plusieurs crises tous les mois et en parallèle. » Avec une explosion des "logiciels de rançon". Un terme inapproprié pour Alexandre Cabrol Perales : « Ce sont bien des groupes mafieux et criminels qui vous prennent en otage et pas des logiciels. » À chaque fois, le procédé est le même : on clique sur un lien et derrière, un logiciel attaque la machine, pour en prendre le contrôle. « Ils vont alors détruire ou chiffrer les fichiers et réclamer de l'argent en échange d'un mot de passe », poursuit le responsable, qui évoque des rançons réclamées en bitcoin ou carrément via « Paypal, avec une approche de e-commerce qui ne se cache même plus… »

Parallèlement, les entreprises ont développé une culture de gestion du risque. « Mais avec l'accélération des attaques, les entreprises n'ont pas toutes eu le temps de se faire vacciner », illustre-t-il. « Et celles qui n'avaient pas vu le risque se retrouvent aujourd'hui sous l'avalanche. »

Pour Alexandre Cabrol Perales, le risque est systémique. « On doit répondre en permanence à des agressions. Et les agresseurs n'ont pas besoin d'être nombreux pour faire des dégâts. »

Face à cette agressivité, le marché de la cyber-sécurité se consolide, notamment en France. Il y a urgence, assure-t-il, évoquant des articles récurrents sur « la situation de burn-out de la cyber-sécurité ». Avec « une capacité mondiale sursollicitée » et « une pénurie de "sachants" » d'autant plus difficile à endiguer que la cyber-sécurité nécessite des compétences très différentes. « Nous avons dans nos équipes des développeurs, mais aussi des juristes et cyber-juristes, des experts en géopolitique. Et des scientifiques de la donnée (data scientist). On crée aussi des profils hybrides. » Une organisation en mouvement pour assurer « la confiance numérique », pivot de la relation de Sopra Steria avec ses clients. Avec « un discours de vérité avec le client, nécessaire pour construire sa sécurité. »

Isabelle DAVIER

HP : « Le dirigeant d'une PME ne doit pas avoir peur » mais il doit « se préprarer »

Gérald Kugler, directeur technologique de HP France, insiste sur l'importance des équipements comme sur l'attitude des dirigeants. Photo HP

Isère

En 2020, 34 % des cyberattaques ciblaient des PME/ETI. En 2021 ? « On est sur un petit 50% d'augmentation, constate Laurent Heslault, consultant pour HP et dirigeant- fondateur de Cyber-Résilience Consulting […] Donc la question n'est pas de savoir si une PME va être attaquée mais quand. Il y a deux types d'entreprises : celles qui ont été la cible d'une attaque et celles qui ne le savent pas […] Il y a beaucoup plus d'attaques ces dernières années, essentiellement du rançongiciel qui, grâce ou à cause des cryptomonnaies, a un très bon retour sur investissement.»

Le dirigeant d'une PME ne peut pas, ne peut plus faire l'autruche, espérer qu'il échappera aux cyber-criminels ou aux cyber-agresseurs. « Les cyber-criminels veulent du pognon, précise Laurent Heslault. Les cyber-agresseurs sont, eux, motivés par l'idéologie ou la politique » et ils utilisent l'arme informatique pour espionner une entreprise, la saboter ou encore pour désinformer la population.

« IL FAUDRAIT SE PRÉPARER À UNE CYBER-ATTAQUE COMME ON SE PRÉPARE À UN INCENDIE»

« Le dirigeant d'une PME ne doit pas avoir peur, rassure pourtant Gérald Kugler, directeur technologique de HP France. Son premier réflexe doit être de se préparer. C'est possible même si sa structure est petite, même s'il n'a pas une équipe informatique pour l'accompagner. Il existe en effet des solutions pour faire un diagnostic rapide, prévenir les incidents. Le dirigeant peut commencer par consulter le guide de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi). Il peut aussi aller sur le site de l'Association pour le management des risques et des assurances de l'entreprise (AMRAE) qui a mis en ligne un outil permettant d'établir une cartographie des risques en quelques minutes, sur le site du gouvernement.»

Deuxième réflexe à adopter par le dirigeant d'une PME, bien choisir son matériel. « Chez HP, nous considérons que les équipements doivent prendre leur part dans la défense de l'entreprise ou de l'utilisateur contre les cyber-attaques. On parle de hardware résilient. Nos PC et nos imprimantes intègrent donc des fonctions de détections des attaques, de protection et d'auto-réparation si nécessaire. En prenant en charge une partie de la protection, l'équipement évacue une partie du risque et soulage le dirigeant. »

Et Gérald Kugler ne parle des imprimantes par hasard. « Les attaquants cherchent les failles. Si les PC d'une PME sont protégés, il va essayer de passer par l'imprimante qui est un véritable petit ordinateur connecté au réseau. Il faut donc la protéger. »

Dans les PME comme dans les grands groupes, la majorité des attaques provient d'e-mails ou de sites internet. « Il faut donc demander à ses salariés de n'ouvrir un e-mail, de ne cliquer sur un lien que si on connaît l'expéditeur, que si le sujet a un intérêt. Et s'équiper de logiciel de protection en commençant par fuir les solutions gratuites», souffle Laurent Heslault. « Chez HP, nous avons développé une solution pour lutter contre le phishing, reprend Gérald Kugler, qui permet d'ouvrir un lien ou un document dans une micro-machine virtuelle, qui isole les pièces et est presque invisible pour l'utilisateur. »

En cas d'attaque, les deux spécialistes conseillent « de ne pas paniquer » et de se rendre sur cybermalveillance.gouv.fr pour définir la bonne réponse. « Vigilance et préparation sont les mots-clés, conclut Laurent Heslault. Il faudrait se préparer à une cyber-attaque comme on se prépare à un incendie, c'est-à-dire en faisant régulièrement des exercices afin d'établir qui fait quoi, comment, quand. On peut par exemple prévoir un groupe WhatsApp pour communiquer avec ses salariés depuis un mobile puisque les échanges par mails ne seront plus possibles.»

Matthieu ESTRANGIN

SITES RESSOURCES CITES

Celui l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information ;
celui de l'Association pour le management des risques et des assurances de l'entreprise (AMRAE) ;
et cybermalveillance.gouv.fr

Victime d'un rançongiciel : l'exemple d'Ateliers bio de Provence

Début 2018, des hackers ont réclamé 4000 euros à Ateliers bio de Provence pour récupérer ses données informatiques. L'entreprise a attendu plus de deux jours avant de réclamer une preuve de leur capacité à rendre ces données : les hackers n'ont jamais répondu. Le DL/Olivier MUSELET

Vaucluse

C'était en janvier 2018. «Nous avons subi une cyber-attaque : il était impossible d'accéder à tout notre système informatique. Il y avait une anomalie dans les bases de données, sur les achats, les facturations clients et fournisseurs ainsi que les bons livraisons, sans oublier la comptabilité.» Béatrice Darcas, co-dirigeante avec son mari Philippe, de la société Ateliers bio de Provence (qui fabrique notamment des pâtes) à Carpentras, se souvient de l'émotion ressentie. «Cela a été évidemment un choc. Nous avons paré au plus pressé et nous sommes passés en mode manuel. Nous avons en effet des procédures dégradées pour pouvoir continuer à travailler quand le système central ne fonctionne plus.» Pour compliquer un peu la situation, la sauvegarde de la base de données n'avait pas été effectuée la semaine précédente pour diverses raisons. « Fort heureusement, nous avons pu récupérer une clé USB qui avait en mémoire toutes les données depuis le 18 novembre. Il manquait juste les quinze jours antérieurs à la cyber-attaque.»

CONTACTÉE PAR LES PIRATES

Les pirates ont contacté l'entreprise juste après l'assaut et ont demandé une rançon de 4 000 euros. Les dirigeants vauclusiens se sont posé la question éminemment compliquée de la suite à donner. Ils ont cherché en vain d'autres entreprises qui auraient connu la même attaque. «Je suis allée déposer plainte à la Police nationale qui m'a dit de ne surtout pas payer car nous n'étions pas sûrs de récupérer la base de données. Il s'est passé plus de 48 heures durant lesquelles nous réfléchissions à la suite à donner. Nous nous sommes même renseignés sur un paiement éventuel en bitcoin.»

Ateliers bio de Provence a demandé une preuve aux assaillants de leur capacité à restituer la base de données intacte. À partir de ce moment, l'entreprise n'a plus eu de nouvelles des pirates qui se sont volatilisés. Le délai de réponse de 48 heures était certainement trop long selon Béatrice Darcas. Cette période d'attente risquait de les faire pister.

RETOUR À LA NORMALE

La suite a été une longue tâche de ressaisie manuelle de toutes les données des deux semaines manquantes. «Nous avons repris une base non cryptée datant des quinze jours précédents. Depuis cette date, évidemment, nous prenons cela très au sérieux : notre société informatique prestataire attache une importance toute particulière à la cyber-sécurité. En discutant avec notre assureur et notre expert comptable, nous nous sommes rendu compte que la cyber-attaque est le premier danger des entreprises aujourd'hui.»

Olivier MUSELET

« Ces dernières années, plusieurs collectivités ou entreprises ont témoigné publiquement. De tels témoignages, s'ils sont encore rares, sont de vrais accélérateurs de la prise de conscience de la menace cyber. Ils sont précieux et souvent courageux. »

Kevin Heydon, délégué à la sécurité numérique Régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Corse

En 2020, Fareva était touché

Ardèche

Le leader européen de la sous-traitance pharmaceutique et cosmétique Fareva avait été touché par une cyber-attaque dans la nuit du 14 au 15 décembre 2020. 800 machines sont reliées à l'informatique sur les sites pharmaceutiques français : la situation avait été cauchemardesque. PDG et fondateur de Fareva, dont le siège est à Tournon-sur-Rhône, Bernard Fraisse, nous racontait à l'époque : « On a coupé les tuyaux dès qu'on a vu qu'on était attaqué. Dans notre malheur, on a la chance d'avoir un système informatique complexe avec plusieurs pôles de centralité. On n'a pas de système unique, c'est lié au fait qu'on a repris des sites à droite, à gauche. »

Seule « la plupart des sites français » du groupe avaient été secoués, mettant au chômage technique les sites tournonais et annonéen (Excelvision). Les sites étrangers (États-Unis, Allemagne, pays de l'est…) avaient été épargnés, «hormis les e-mails ». Tous les "fareva.com" dans le monde avaient été fermés avant un rétablissement progressif trois jours plus tard.

Le groupe aux 12 000 salariés sur la planète (dont 1200 en Ardèche) était préparé à une cyberrattaque, d'autant plus qu'il devait lancer quelques mois plus tard une ligne de production de vaccins

Photo Le DL/Stéphane MARC

contre le Covid dans ses sites de Pyrénées-Atlantiques et de l'Eure. « On avait déjà subi des tentatives depuis un an ou deux, qu'on avait pu maîtriser et faire échouer», indiquait encore Bernard Fraisse. Depuis l'attaque de 2020, «on a mis en place une surveillance et du matériel. On investit des centaines de milliers d'euros depuis que c'est arrivé. »

En 2017, chez Saint-Gobain

Vaucluse

"Comme de nombreuses autres sociétés, Saint-Gobain a fait l'objet d'une importante cyber-attaque le 27 juin 2017, annonçait par communiqué de presse l'entreprise, dont un siège de recherche est basé à Cavaillon. Cette attaque a entraîné des indisponibilités de systèmes informatiques et des interruptions de la chaîne logistique […] Les systèmes informatiques ont été rétablis rapidement avec un retour à la normale dans l'ensemble de nos activités opérationnelles le 10 juillet."

Toujours par communiqué, l'entreprise a chiffré les dégâts. "L'impact sur le premier semestre 2017 est estimé à 220 millions d'euros sur les ventes et à 65 millions d'euros sur le résultat d'exploitation. Sur l'ensemble de l'année, l'impact de la cyber-attaque est évalué à moins de 250 millions d'euros sur les ventes et 80 millions d'euros sur le résultat d'exploitation, le mois de juillet ayant enregistré à la fois des pertes additionnelles dans certaines activités au cours des premiers jours, des récupérations de chiffre d'affaires de juin, ainsi que des frais de redémarrage."

Communication à caractère publicitaire.

Caisse d'Epargne et de Prévoyance de Rhône Alpes - Banque coopérative régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société anonyme à directoire et conseil d'orientation et de surveillance - Capital de 1 150 000 000 euros - 116 Cours Lafayette BP 3276 69404 Lyon Cedex 03 - 384 006 029 RCS Lyon

2944597700

Isère

Quand un responsable de la sécurité cracke les mots de passe de ses collaborateurs

« Le cloud, ce n'est ni plus ni moins qu'un data center administré par Microsoft ou un autre. Imaginez l'impact d'une attaque en termes d'image de marque ! Leurs environnements sont les plus sécurisés qui soient », interpelle Eric Berthon, directeur de l'agence grenobloise d'Exakis Nelite. Cette entreprise installe des solutions Microsoft, dont le fameux cloud Azure. Fotolia

Exakis Nelite est un intégrateur de solutions Microsoft, propriété du Groupe Magellan Partners. Cette grande entreprise d'informatique sait qu'il faut sensibiliser - régulièrement aux cyber-risques.

La cyber-sécurité est-elle une priorité pour vos clients ?

Eric Berthon, directeur de l'agence grenobloise d'Exakis Nelite : « Elle est de plus en plus présente ; ce qui n'était pas le cas ne serait-ce que dix ans en arrière. Et ça va s'accentuer. Cependant, la sécurité informatique n'est pas traitée avec le même niveau d'engagement selon les clients. La nature de l'investissement varie en fonction de leur perception de la problématique. Des clients peuvent se dire - après une réflexion mûrie - "ne soyons pas paranos". Une attaque ne serait pas si coûteuse et il serait plus onéreux de se protéger. Il y a des gradations de priorités. »

Finalement, de bonnes sauvegardes suffisent ?

Florian Gilet, responsable de la sécurité des systèmes d'information du groupe Magellan : « Avant, effectivement, certaines DSI [directions des systèmes d'information] se disaient : "on a des bonnes sauvegardes, bien protégés, au pire, on restaurera". Maintenant tout un tas de raisons (comme les logiciels dormants) font qu'aujourd'hui, sauvegardes et sécurité ne sont plus décorélées. »

Votre entreprise est-elle souvent victimes d'attaques ? Une d'elles a-t-elle réussi à vous inquiéter ?

F.G. : « Des attaques pour venir dans notre système d'information, on en a peu. En revanche, les tentatives de phishing, pour récupérer des identifiants de connexion, pour faire ouvrir des pièces jointes vérolées sont fréquentes [...] Certaines attaques auraient pu être inquiétantes si les collaborateurs n'avaient pas été sensibilisés, mais comme c'est le cas, on n'a pas eu d'attaque majeure. »

Que dites-vous à vos collaborateurs ?

F.G. : « On est en train de mettre en place un processus de sensibilisation qui reprend les bases : le phishing, la compromission de données... Il rappelle des trucs simples comme ne pas empêcher un ordinateur de faire ses mises à jour, bien penser à le redémarrer. C'est tout bête, mais c'est très important. »

E.B. : « Et les mots de passe ! Chacun est libre de mettre ce qu'il veut, mais il y a des bonnes pratiques... et des mauvaises. Florian nous a expliqué les bonnes pratiques. Un mois après, il nous a dit : "Voilà les mots de passe qu'on a réussi à craquer facilement". Ces mots de passe ont été modifiés bien sûr. »

Il faut ce genre de prévention dans une entreprise d'informatique ?

F.G. : Les experts cyber, les développeurs, on n'a pas besoin de leur rappeler... »

E.B. : « Mais nous avons des administratifs, des commerciaux, des managers... Nous sommes une entreprise comme une autre. Mais je ne suis pas sûr que des entreprises d'autres secteurs mènent des actions régulières comme celles de Florian. »

Vous vendez du cloud, des outils collaboratifs... Ne sont-ce pas là des portes d'entrée pour les hackers ?

E.B. : « Vous posez la question que posent tous nos clients. Je vous réponds à travers la vision des grands acteurs du marché. Le cloud, ce n'est ni plus ni moins qu'un data center administré par Microsoft, AWS ou Google. Le business model, c'est la vente de bande passante. Imaginez l'impact d'une attaque en termes d'image de marque. Leurs environnements sont les plus sécurisés qui soient. Ça ne veut pas dire infaillibles, mais l'expérience démontre qu'il y a eu très peu d'attaques. Ils mettent en œuvre des moyens colossaux au niveau mondial en matière de sécurité. Même une DSI d'un grand groupe du Cac 40 ne pourra jamais concurrencer ces acteurs-là. »

Recueillis par C.A.

Piirates : la défense passe par l'attaque

Ardèche

Dans le monde des pirates du web, appelés "hackers" dans le jargon, Sébastien Gourdon a choisi son camp. Avec Piirates, cet Ardéchois basé à Saint-Péray s'est entouré d'une communauté de hackers éthiques pour proposer une méthode novatrice de mise en défaut des entreprises. « En général, les sociétés se protègent en mettant en place des antivirus, firewall et un certain nombre de stratégies défensives. Nous nous positionnons du point de vue des attaquants en organisant un certain nombre de tests d'intrusion qui mettent en avant des failles ou des vulnérabilités. On utilise les mêmes outils que les cybercriminels mais de façon à aider les entreprises à se défendre. »

Avec ses « chevaliers blancs », passionnés d'informatique essentiellement basés dans la région, Sébastien Gourdon met en place diverses stratégies et scenarii d'attaques qui collent aux besoins et aux profils des entreprises : pénétration d'une infrastructure réseau, prise de contrôle d'un site web, récupération d'informations confidentielles, piratage d'un compte directeur, usurpation d'identité... Les tentatives de mise en défaut peuvent être diverses et variées, jusqu'aux tests d'intrusion physiques (un hacker pourra par exemple pénétrer l'enceinte d'une société en se faisant passer pour un fournisseur).

LA SOCIÉTÉ S'INTERDIT DE VENDRE LA MOINDRE SOLUTION

Après six mois, qui correspondent à la durée d'exercice de la start-up, l'approche de ces Piirates des temps nouveaux commence à séduire les entreprises drômardéchoises. C'est que cette vision « offensive » et originale de la protection pointe précisément et sans coup férir un certain nombre de défaillances. « On n'a pas une mission sur laquelle on ne trouve pas de vulnérabilités, confirme le dirigeant ardéchois. Et si on repère des failles, on ne va pas toutes les exploiter. L'important, c'est de rapporter l'information à l'entreprise et d'apporter un certain nombre de recommandations techniques dans ce sens. »

Sébastien Gourdon et son équipe de hackers éthiques attaquent les systèmes d'information des entreprises pour mieux mettre en lumière leurs limites. DR

Pour appuyer l'éthique de sa démarche, la société s'interdit, en aval, de vendre la moindre solution. Pas de parti pris ni de conflit d'intérêts donc, les clients se chargeant eux-mêmes, à partir des diagnostics fournis, de mettre en œuvre les correctifs nécessaires.

Laurent GANNAZ

Question à l'Anssi

Quelles sont les principales recommandations de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) pour les entreprises ?

Kevin Heydon, délégué à la sécurité numérique Régions Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Corse : « Déjà se demander quels sont les informations et processus qui constituent la principale valeur de mon activité et lesquels sont juste indispensables pour que je puisse travailler ? En identifiant ces éléments, je vais trouver des raisons motivantes pour augmenter ma sécurité numérique. Ensuite, chercher à être "suffisamment sécurisé", c'est-à-dire ramener le risque à un niveau acceptable [...] Enfin, se préparer à un éventuel incident et déjà identifier un prestataire qui pourrait aider à la résolution. Aussi savoir contacter les autorités judiciaires pour porter plainte au plus tôt. »

LE BOURGET-DU-LAC (SAVOIE)

Pour recruter ses commerciaux, Rokett.co ne se fie pas au CV

La start-up Rokett.co, basée à Savoie Technolac, sort de la logique CV pour laisser s'exprimer les personnalités, plutôt que les diplômes et les expériences.

Hugo Beninca, fondateur et dirigeant de Rokett.co, société spécialisée dans le recrutement d'ingénieurs informatiques, doit embaucher cette année 30 collaborateurs, essentiellement des profils commerciaux, pour assurer sa croissance. L'objectif est d'atteindre 50 collaborateurs d'ici la fin de l'année. Pour ce chef d'entreprise de 30 ans, autodidacte, – il s'est arrêté au bac – le CV ne fait pas le bon candidat. « Le métier de commercial ne s'apprend pas vraiment dans les livres. En général, c'est plus une attitude ou une façon d'être qui nous permet d'être vendeur. On ne se fie ni au diplôme, ni au CV ou à l'expérience », martèle le dirigeant, fort d'une expérience de quatre ans comme consultant en recrutement de la finance en Suisse.

Chez Rokett.co, les profils des collaborateurs sont très différents. « Des personnes ont des masters et d'autres n'ont pas le bac. » L'entreprise a pour valeur « l'esprit d'équipe, la persévérance, la proactivité et la sincérité ».

Le process de recrutement est bien rodé. Le candidat est tout d'abord préqualifié par téléphone. « On évalue l'élocution et on vérifie si son projet professionnel est en cohérence avec le poste à pourvoir, détaille Hugo Beninca. Puis on le reçoit en premier entretien physique avec un des managers. On se base, là aussi, sur le feeling pour le recruter. »

Des tests de personnalité permettent par la suite de voir si le profil "matche". « C'est un métier qui demande énormément de curiosité et de prise d'initiative. L'idée c'est de détecter ça chez le candidat. » Cette étape réussie, il poursuivra le processus de recrutement par une immersion de deux heures. « Il voit si le poste lui convient. Si c'est OK, on l'engage. »

Au centre, Hugo Beninca, fondateur de Rokett.co, avec deux co-investisseurs Valentin Gloux et Kévin Marmion. Photo Rokett.co

POUR SES CLIENTS... LE CV COMPTE

Mais attention, Rokett.co n'applique pas cette approche de recrutement sans CV pour mettre en relation les profils tech et data avec ses clients. « Ce sont des compétences trop techniques », précise Hugo Beninca.

Grâce à un algorithme développé en interne, le chercheur de têtes 3.0 met en relation les entreprises qui recherchent des ingénieurs tech & data et les meilleurs profils. « Ensuite, on les pré-qualifie pour être sûr que, techniquement, le candidat correspond aux besoins du client. On a établi une grille d'entretiens avec un directeur technique qui nous permet de poser des questions orientées. »

Hugo Beninca affirme travailler avec la plupart des créateurs de jeux vidéos français, avec les plus grosses start-up françaises et quelques grands comptes. « Nos clients font appel à nous pour leur dénicher des ingénieurs sur des marchés qui sont extrêmement tendus. »

La start-up a bouclé son exercice 2021 sur un chiffre d'affaires d'un million d'euros. En 2022, elle table sur un chiffre d'affaires de 2,4 millions d'euros. Elle a une projection sur cinq ans à 10 millions d'euros. Rokett.co croît sur des capitaux propres. « On a construit en autofinancement, sans levée de fonds. Chaque euro gagné sur la marge, on le réinvestit dans le recrutement. » Elle a en projet l'ouverture d'un bureau en Suisse, en avril, et la mise en place d'une plateforme de profils pour faciliter encore plus les recrutements à destination de ses clients, pour mai. Elle cible également Barcelonne - « une ville attractive pour les jeunes et donc pour nous » - puis l'Allemagne.

Ghislaine GERBELOT

Postuler sur LinkedIn ou sur rokett.co

ROKETT.CO EN BREF

ACTIVITÉ : recrutement de profils tech & data
CRÉATION : 2020
IMPLANTATION : Le Bourget-du-Lac
CHIFFRE D'AFFAIRES : 1 M€
EFFECTIFS : 20
RÉPARTITION DU CAPITAL : H. Beninca 92 % + trois personnes

ANNECY (HAUTE-SAVOIE)

iDEE, pour associer développement économique et écologique

« iDEE, c'est une bonne idée ! » Directeur du développement durable du groupe Somfy, Denis Maugain est depuis peu l'heureux président du conseil d'administration d'iDEE, pour Innovation et développement pour une économie environnementale. « Cela fait un an et demi que l'on travaille dessus avec d'autres entreprises de Haute-Savoie, des TPE, comme des grands groupes. L'idée, c'est d'agir pour accélérer la transition écologique de notre territoire. »

Adossé à un noyau dur de dirigeants -de Somfy, Salomon, Ubisoft, Maped, Alpes Contrôles, Banque Populaire des Alpes, Biocoop Aquarius, Picture, Saola, Vignier, Air Coop, CO2F, Kumcat Campus, Logydine, Legalps, Celsious ; qui ne demande qu'à s'agrandir - cette association a pour vocation de faciliter la transition des entreprises par les entreprises. « Quand les entreprises se fédèrent, c'est une réussite. On est sur le modèle de l'outdoor qui, avec Outdoor Sports Valley, a initié cette réflexion sur l'environnement », ajoute Denis Maugain.

Les 18 membres du conseil d'administration d'iDEE veulent agir avec les acteurs économiques, politiques et scientifiques de la région. Photo Jean-Marc FAVRE

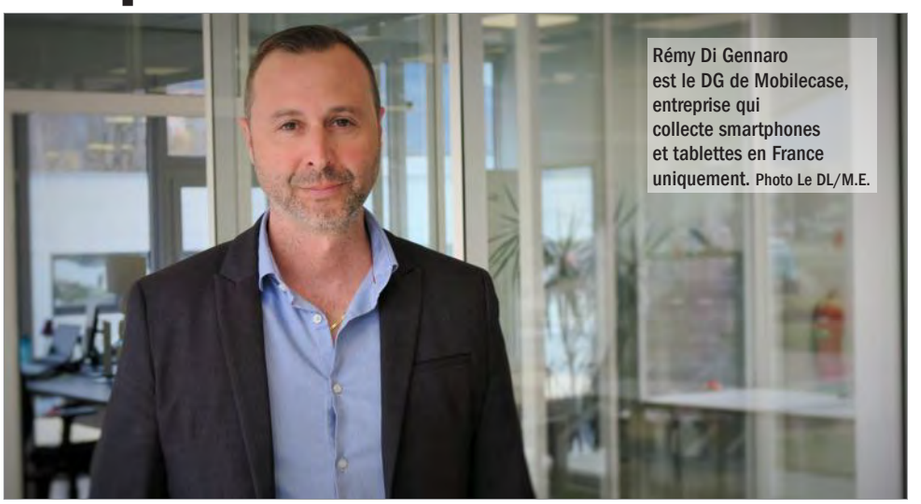
Convaincus que les entreprises « ont un impact sur le dérèglement climatique, mais ont aussi les solutions », ces dirigeants veulent travailler pour faire bouger les lignes. Sans blabla, mais avec une feuille de route en quatre axes : mutualiser leurs actions pour réduire les coûts ; former pour informer et sensibiliser les entreprises ; faciliter la collaboration pour mesurer, réduire et compenser leurs émissions carbone ; communiquer sur les actions pour faire rayonner le territoire en matière d'économie environnementale et attirer les talents.

« On ne réussira qu'ensemble ! » assure Denis Maugain. Pour conjuguer développement économique et développement écologique, à la fois social et environnemental, ils veulent agir avec les acteurs économiques, politiques et scientifiques de Haute-Savoie. « On a déjà constitué un conseil opérationnel scientifique avec des membres de l'Université Savoie-Mont-Blanc, du CNRS... On va travailler avec les associations environnementales. On veut être contributeurs d'idées... »

Isabelle DAVIER

ÉCHIROLLES (ISÈRE)

Mobilecase veut convertir les entreprises aux produits reconditionnés



Rémy Di Gennaro est le DG de Mobilecase, entreprise qui collecte smartphones et tablettes en France uniquement. Photo Le DL/M.E.

Reconditionneur de smartphones et de tablettes installé en Isère, Mobilecase mise sur le circuit court.

Filiale du Groupe Sincrone, Mobilecase est un reconditionneur de smartphones et de tablettes. Fondée en 2014, l'entreprise est installée en Isère, à Échirolles. « Notre vocation, assure son directeur général Rémy Di Gennaro, est la valorisation des téléphones mobiles, des smartphones, des tablettes. Nous sommes donc le partenaire des entreprises pour le recyclage de leurs équipements que nous revendons sur notre site internet (mynewtel.fr) et sur des marketplaces. Nous sommes présents sur les principales places de marché depuis 2015. »

L'entreprise a dépassé, l'an dernier, 9 millions d'euros de chiffre d'affaires et emploie 30 personnes. « Nous travaillons avec un sous-traitant installé à Dijon dont les effectifs sont similaires. En huit ans, nous avons donc créé et contribué à la création, sur le territoire, d'une soixantaine d'emplois », insiste Rémy Di Gennaro, défenseur du reconditionnement français. « Il faut le valoriser, répète le chef d'entreprise. Si c'est une démarche avant tout économique, elle a aussi un impact environnemental. Financièrement, ce choix permet en effet d'économiser entre 20 et 50 % par rapport au neuf et son impact environnemental est moindre. Un smartphone neuf, c'est l'équivalent de 100 kg de CO_2 alors qu'un smartphone reconditionné en France génère moins de 10. Pour que le circuit soit vraiment vertueux, nous ne collectons des appareils qu'en France. »

60 000 APPAREILS RECONDITIONNÉS

Chaque année, près de 100 000 appareils sont "récupérés" auprès de grands groupes, de TPE, de PME, 60 000 sont reconditionnés et revendus à des particuliers et à des entreprises.

« Notre promesse est de traiter la fin de vie des produits des entreprises. Ceux qui sont valorisables sont rachetés et reconditionnés, les autres sont récupérés, gratuitement, pour être recyclés. Chez nous, le reconditionnement suit un processus précis, qui commence par l'effacement de toutes les données -avec une certification-. Nous réalisons ensuite une mise à jour du logiciel, des tests sur une quarantaine de points, et le remplacement des pièces défectueuses par des pièces conformes à la réglementation française. »

En 2022, Mobilecase vise une croissance de son chiffre d'affaires d'au moins 12 % mais « souhaite surtout se concentrer sur l'amélioration de sa rentabilité ». L'entreprise mise, notamment, sur le développement de son offre BtoB. « Outre les particuliers via des marketplaces et notre site, nous adressons des entreprises spécialisées dans la revente de produits d'occasion. Notre volonté est de nous structurer pour la fourniture, aux entreprises, de produits reconditionnés destinés à leurs salariés, via de la vente classique ou de la location. »

Matthieu ESTRANGIN

MOBILECASE EN BREF

ACTIVITÉ : collecte, recyclage et reconditionnement de smartphones et de tablettes
CRÉATION : 2014
IMPLANTATION : Échirolles
CHIFFRE D'AFFAIRES : 9 millions d'euros
EFFECTIFS : 30
RÉSULTAT NET : N.C.
RÉPARTITION DU CAPITAL : Rémy Di Gennaro et Jean-Laurent Hakkar

ANNECY (HAUTE-SAVOIE) / VILLERUPT (MEURTHE-ET-MOSELLE)

La belle vitrine de Priams à la frontière luxembourgeoise

Le futur éco-quartier de Micheville doit devenir un site structurant de la zone franco-luxembourgeoise. Et c'est l'entreprise haut-savoyarde Priams qui va y construire 226 logements, 1800m² de tertiaire, 80 chambres d'hôtel, 90 chambres étudiantes ou encore 108 chambres en co-living (sorte de modèle hybride entre hôtel et colocation).

Renaud Charles, directeur aménagement et grands projets Priams, pourrait décrire le futur programme pendant des heures. « C'est une opération importante pour Priams qui témoigne de notre savoir-faire dans la réalisation de projets urbains ambitieux», souffle-t-il. Le promoteur annécien indépendant, qui a signé le vaste programme Garden Park, à Ferney-Voltaire, proche de Genève, a su valoriser sa maîtrise des grands projets transfrontaliers.

EN LIEN DIRECT AVEC LUXEMBOURG-VILLE

Il s'agit cette fois d'être raccord avec le Luxembourg. « L'État a mis en place une importante Opération d'intérêt national (OIN) pour réaménager les friches industrielles présentes sur le territoire d'Alzette-Belval. Le Luxembourg, de son côté, a fait la même chose. Ils ont pris un peu d'avance avec la réalisation d'une première partie du quartier d'Esch-Belval [qui accueille le campus principal de l'Université du Luxembourg], contextualise Renaud Charles. L'écoquartier s'appelle Hub des mobilités car un bus à haut niveau de service le reliera au Luxembourg. » Une piste cyclable rejoindra aussi le quartier "miroir" situé sur la commune d'Esch-sur-Alzette à deux kilomètres de l'autre côté de la frontière. Autre service mobilité : la location de vélos électriques sera proposée aux futurs habitants et visiteurs du quartier.

"L'usage d'un mix bois/béton, la conception bioclimatique et la démarche lowtech, mise en œuvre dans la construction, témoignent de cette volonté de faire du futur site un projet exemplaire", promet Priams dans un communiqué de presse.

Renaud Charles décrit un élément emblématique de son projet : « En référence à la forte immigration italienne dans cette région, nous allons créer une "navé", une halle bioclimatique qui abritera des commerces de proximité, un espace de co-working… En hiver, cette navé pourra être fermée et en été, elle pourra s'ouvrir pour faire circuler l'air. »

C.A.

Onze entreprises ont proposé un projet répondant au cahier des charges de l'Opération d'intérêt national pour cet éco-quartier de Micheville. L'originalité et l'expérience de Priams ont séduit. Illustration Jeudi Wong

GRENOBLE (ISÈRE)

MagREEsource valorise des aimants anciens et réduit notre dépendance aux terres rares

MagREEsource, start-up grenobloise, développe une solution circulaire et verte pour produire des aimants de terres rares.

Spin-off du CNRS, MagREEsource (REE pour Rare-Earth Elements, terres rares en bon français) ambitionne, à quatre ans, de produire 500 tonnes par an d'aimants. « On trouve des aimants en terres rares, composés à 30 % de terres rares et 70 % d'un alliage de fer, dans tous les moteurs électriques. Aussi bien dans le moteur d'un robot de cuisine que dans celui d'une voiture électrique, dans un sous-marin nucléaire comme dans toutes les éoliennes. On en trouve aussi dans certains capteurs électroniques. Dans une société de plus en plus "électrique", on imagine bien que ces aimants tiennent une place prépondérante », explique Erick Petit, PDG de MagREEsource.

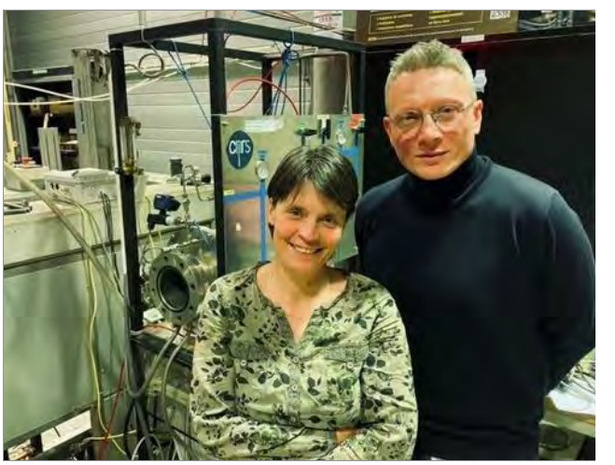
Il enchaîne : « Ce marché fait face à trois enjeux. D'abord, 95 % du volume d'aimants produits dans le monde vient de Chine. Deuxièmement, la production minière de terres rares ne suffira pas pour couvrir les volumes dont nous allons avoir besoin en 2030. Enfin, la dépendance technologique aux fabricants chinois limite la capacité d'innovation des industries européennes. »

« ON IMPORTE, ON IMPORTE ET ON IMPORTE… ET 99 % DES DÉCHETS D'AIMANTS SONT PERDUS »

Face à ces problèmes majeurs, MagREEsource développe une solution baptisée "magnet-to-magnet" ("d'aimant à aimant") qui permet de fabriquer des aimants neufs à partir d'anciens aimants, ici en France, et à un prix compétitif. « On ne recycle pas les aimants, on les valorise. Aujourd'hui 1% seulement des aimants sont valorisés alors que cette industrie existe depuis 40 ans ! On importe, on importe et on importe… et 99 % des déchets d'aimants sont perdus. Chez MagREEsource, on a mis au point, à partir d'une technologie CNRS, une solution de transformation à base d'hydrogène qui nous permet de récupérer les terres rares nécessaires à la fabrication de nouveaux aimants. C'est une méthode verte, qui n'utilise pas d'acides. Nous avons aussi mis au point des technologies innovantes, notamment autour de la fabrication additive, pour proposer à nos clients des éléments à la forme et à l'architecture optimisés pour leurs besoins, pour leur permettre de concevoir des moteurs électriques plus performants. »

L'équipe de MagREEsource, incubée par la SATT Linksium, est aujourd'hui hébergée au CNRS à Grenoble. « Nous sommes soutenus par les pouvoirs publics dans le cadre du Plan de relance ce qui va nous permettre, en septembre, d'ouvrir une ligne capable de produire 80 tonnes d'aimants par an. Notre ambition est bien, à quatre ans, de créer notre usine pour produire chaque année 500 tonnes, soit 2 à 3 % du marché. Nous nous adresserons, dans un premier temps, à des marchés premium comme l'aérospatiale, la robotique, l'éolien, marchés qui demandent des performances élevées. »

Matthieu ESTRANGIN



L'équipe de MagREEsource devrait doubler d'ici la fin de 2022, et encore chaque année pendant les quatre prochains exercices. Photo MagREEsource

MAGREESOURCE EN BREF

ACTIVITÉ : fabricant d'aimants en terres rares
CRÉATION : octobre 2020
IMPLANTATION : Grenoble
CHIFFRE D'AFFAIRES : N.C.
EFFECTIFS : 8
RÉSULTAT NET : N.C.
RÉPARTITION DU CAPITAL : fondateurs (Erick Petit et Sophie Rivoirard), Linksium (10 %).

Le packaging des 2 Marmottes, conjuguant couleurs et humour, a dopé ses ventes. Ici, deux produits destinés aux enfants. Photo Le DL

BONS-EN-CHABLAIS (HAUTE-SAVOIE)

Les 2 Marmottes a des projets et n'est pas à vendre

De nouvelles gammes de produits, un agrandissement ou encore de nouveaux équipements, le spécialiste des infusions, Les 2 Marmottes, a de grandes ambitions.

Avec ses infusions sans arômes ajoutés, l'entreprise haut-savoyarde, basée à Bons-en-Chablais, ne semble pas connaître la crise. Et pour preuve, l'entreprise évoque une augmentation de son chiffre d'affaires de 17 % entre 2018 et 2021, soit 190 millions de sachets vendus chaque année. L'entreprise spécialiste des infusions multiplie également les projets.

S'AGRANDIR

En premier lieu, l'agrandissement du bâtiment principal. Alors que ce premier bâtiment de 5 000 m² a été conçu en 2013 à Bons-en-Chablais, l'entreprise, désormais à l'étroit, a l'ambition de s'agrandir sur un terrain attenant au site actuel. Cela répond notamment à une volonté de doubler les capacités de production des 2 Marmottes.

VERS 80 % DE PLANTES ACHETÉES CHEZ LES AGRICULTEURS

Avec ses trente gammes d'infusions et cinq gammes de thés, Les 2 Marmottes achètent actuellement 55 % de ses produits directement chez des agriculteurs. « Nous avons l'ambition de monter à 80 % », explique Christian Polge, PDG.

UNE GAMME D'INFUSIONS FROIDES

Après s'être attaqué au marché de l'infusion à destination des enfants et des millennials, Les 2 Marmottes se diversifie et souhaite désormais s'attaquer aux boissons froides, notamment avec une gamme d'infusions préparées à l'eau froide. « Nous souhaitons également développer nos grandes références et sortir des recettes qui répondent encore plus à nos consommateurs. L'idée, c'est d'arrêter les références qui vont avoir le moins de succès et d'en lancer certaines qui ont potentiellement l'opportunité de devenir de grandes références », espère Christian Polge.

LA FIN DES RUMEURS

Les rumeurs d'un changement de propriétaire pour Les 2 Marmottes allaient bon train, notamment avec un potentiel retrait du fonds d'investissement Frenchfood Capital, qui était entré au capital de l'entreprise en 2018. Le directeur de l'entreprise lui-même a démenti : « L'entreprise n'est pas à vendre. » Il rappelle que « Les 2 Marmottes est la quatrième marque préférée des Français ». Le PDG espère même, à court terme, prendre la première place sur ce marché concurrentiel.

T.S.-K.

LES 2 MARMOTTES EN BREF

ACTIVITÉ : production de tisanes et de thés
CRÉATION : 1976
IMPLANTATION : Bons-en-Chablais
CHIFFRE D'AFFAIRES : 14 millions d'euros environ en 2020
EFFECTIFS : 65 employés

MANOSQUE / FORCALQUIER (ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE)

Crise sanitaire, incendie, guerre en Ukraine… La leçon de résilience de zChocolat

Après un incendie qui a détruit son outil de production, zChocolat a fait preuve de résilience pour s'adapter au marché mondial, malgré la crise sanitaire et maintenant la guerre en Ukraine.

Des chocolats d'exception réalisés dans les ateliers d'un chocolatier meilleur ouvrier de France. Des chocolats conditionnés dans des emballages haut de gamme et personnalisés. zChocolat est devenu la référence du cadeau de luxe dans le monde entier. Mais le 19 mai 2021, un incendie est venu contrarier le développement de la PME installée à Forcalquier. « Nous avons tout perdu. Nous avons brûlé au moment d'une forte croissance, se souvient Marc Segard, directeur général de l'entreprise. La société est restée cinq mois sans chiffre d'affaires. Il a fallu trouver des solutions. Entre le Covid, les vacances et la nécessité de trouver un local, nous avons vécu une véritable révolution. Nous avons sollicité tous nos réseaux et rencontré une solidarité incroyable. Nous avons déniché un local à Manosque pour poursuivre temporairement l'activité pendant la reconstruction à Forcalquier du bâtiment incendié. » Mais la livraison de ce bâtiment, envisagée pour le printemps 2023, et son coût final risquent d'être bousculés par l'envolée des prix des matières premières et les difficultés d'approvisionnement que l'on connaît depuis la crise sanitaire et accentuées par la guerre en Ukraine.

MALGRÉ TOUT, UN CHIFFRE D'AFFAIRES EN HAUSSE DE 20 %

Malgré ces vicissitudes, les dirigeants ont pu compter sur leurs salariés et leur réseau. « C'est incroyable comment la résilience de nos équipes a permis de sauver la fin de l'année 2021 et d'augmenter le chiffre d'affaires de 20 %, s'étonne Jean-Philippe Khodara, cofondateur et président de zChocloat. La fidélité de la clientèle, les commandes des entreprises locales… Tout le monde a joué le jeu pour nous accompagner. C'est grâce à cet élan de solidarité et à notre offre commerciale consistant à doubler le poids de chocolats [avec la possibilité d'offrir ce supplément notamment à des hôpitaux] que nous avons réussi à sauver l'entreprise. »

zChocolat exporte ses produits dans plus de 200 pays. La Russie et l'Ukraine ne représentent que 10 000 euros sur son chiffre d'affaires. La PME, solidaire des Ukrainiens, a pris contact avec des associations pour envoyer des chocolats en Ukraine. « Une entreprise se doit d'être à la fois vertueuse, solidaire et soucieuse de l'environnement. Elle doit aussi redistribuer une partie de ses richesses. C'est pour ces raisons que nous aidons une ONG à Madagascar pour la plantation de 10 000 arbres de culture, afin que les populations locales puissent tirer profit de leur travail », conclut Jean-Philippe Khodara, qui prévoit à court terme, un chiffre d'affaires au-dessus des trois millions d'euros.

Jean-François MUTZIG

zChocolat, installée temporairement à Manosque, a retrouvé ses pleines capacités de production. Photo Le DL/Jean-François MUTZIG

Z CHOCOLAT EN BREF

ACTIVITÉ : fabrication et vente de chocolats de luxe
CRÉATION : novembre 1999
IMPLANTATION : Forcalquier
CHIFFRE D'AFFAIRES : 2,4 M€ (2021)
EFFECTIFS : 12 à 20 salariés
RÉSULTAT NET :/
RÉPARTITION DU CAPITAL : Jean-Philippe Khodara, Marc Segard, Matt Schoen

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

500 exposants au salon Made in PME, le 24 mars

Jeudi 24 mars, le salon Made in PME se tiendra de 8 heures à 19 heures à Lyon-Eurexpo*. Ce grand rendez-vous interprofessionnel est organisé par la CPME (Confédération des petites et moyennes entreprises) Auvergne-Rhône-Alpes.

« Pour la première fois, tous les départements d'Auvergne-Rhône-Alpes se mobiliseront en faveur de la relance économique et de la croissance des entreprises, se réjouit François Turcas, président de la CPME Auvergne-Rhône-Alpes. Cette cohésion inédite et le format multi-sectoriel de Made in PME permettront aux chefs d'entreprise de trouver toutes les aides et les solutions à leurs problématiques. L'objectif est aussi de créer des rencontres, des synergies et d'amener les dirigeants de notre région à travailler et prospérer ensemble. » François Turcas se félicite d'avoir attiré 500 TPE-PME exposantes.

MASTERCLASS ET CONFÉRENCES…

Le programme de cette journée intense propose (entre autres) trois masterclass, quatre conférences et 150 workshops.

Au menu des conférences et des masterclass, on note des thématiques telles que "l'innovation", "la transformation écologique, une nécessité !" ou "le regard d'un banquier sur le monde d'après" et encore "comment des entreprises familiales ont-elles évolué au fil des tendances et des défis ?" Le président de la Région, Laurent Wauquiez, et le directeur général de la Banque Populaire Auvergne-Rhône-Alpes visiteront les stands au côté de François Turcas.

**Lyon-Eurexpo, boulevard de l'Europe, à Chassieu.*
Plus d'infos sur made-in-pme.fr

«Made in PME va rassembler 500 exposants de tous secteurs d'activité, issus de 12 départements et prévoit d'accueillir 5000 visiteurs professionnels», assure François Turcas, président de la CPME Auvergne-Rhône-Alpes. Photo CPME

LE RENDEZ-VOUS
de la
[CHiMiE]
4ÈME ÉDITION

11 AVRIL 2022

ENS de LYON

GRANDE SOIRÉE
DE RENCONTRES ET DE PARTAGES
AUTOUR D'HISTOIRES ET D'EXPÉRIENCES
DE L'INDUSTRIE CHIMIQUE

FOCUS
SUR LA CHIMIE GRENOBLOISE

TROPHÉES
REMISE DES TROPHÉES RÉGIONAUX
RESPONSIBLE CARE « CHIMIE REMARQUABLE»

295041900

UN ÉVÉNEMENT
CO-ORGANISÉ PAR
LE PROGRÈS
FRANCE CHIMIE
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

TÉLÉCHARGEZ VOTRE ENTRÉE GRATUITE SUR
WWW.LERENDEZVOUSDELACHIMIE.FR

En partenariat avec
KEM ONE · DOMO caring is our formula · TotalEnergies · ENS de LYON · FAIP INTERFORA · ARKEMA · Air Liquide · IWS France · Stepan · VencorеX

Partenaires associés
pôle emploi · apec · ADISSEO · SNF

HORIZON 9
LA TRIBUNE POUR L'EMPLOI & LES COMPETENCES DU FCG
FC GRENOBLE RUGBY 1892

13, 14 & 15 AVRIL 2022
Stade des Alpes - Grenoble

PARTICIPEZ
AU 1ER FESTIVAL
POUR L'EMPLOI &
LES COMPETENCES !

ENTREE
Gratuite

GRATUIT, TA PHOTO DE CV PRO
TYROLIENNE GEANTE
FORMATIONS
ESCAPE GAME CHALLENGE THE ROOM
CONFERENCES
JOBS
SPECTACLE DE MAGIE PAR KEVIN MICOUD
REALITE VIRTUELLE
GAMING
STAGES & ALTERNANCES

INSCRIPTIONS
Sur horizon-9.fr
Offert, 1 place pour le match
FCG vs Carcassonne

Missions Locales du bassin grenoblois · pôle emploi · apec · GEM EN DEBAT · EMBLEM CAPITALE · CCI GRENOBLE · france bleu isère · La Région Auvergne-Rhône-Alpes

300282600

Guerre en Ukraine : une pénurie de marins menace le commerce mondial

L'International chamber of shipping (ICS), représentant 80% de la flotte marchande mondiale, s'inquiète des conséquences de la guerre en Ukraine sur le commerce maritime international. En effet, 14,5 % des marins de la marine marchande mondiale sont soit ukrainiens soit russes. « Si vous n'avez pas assez de marins, les bateaux ne peuvent plus circuler. Recruter et former prend du temps. Plus la guerre dure, plus la situation va s'aggraver », analyse Guy Platten, secrétaire général de l'ICS interrogé par Les Echos. D'autres perturbations, liées à la guerre, touchent actuellement le commerce mondial. Les ports ukrainiens sont bloqués, alors que les échanges avec la Russie sont soumis aux sanctions occidentales.

Photo Le DL / Fabrice ANTERION

+6% dans les massifs français

Comme l'indiquaient les premières tendances, le bilan des vacances d'hiver dans les montagnes françaises aura été excellent. Ainsi, au lendemain de la rentrée, l'observatoire de l'association nationale des stations de montagne annonce un taux d'occupation global des hébergements touristiques de 87%, soit une nette progression de 6% par rapport à la dernière saison de référence 2019-2020, profilée pour battre des records, après un exercice lourdement impacté par la fermeture des domaines skiables. Les quatre semaines ont toutes fait le plein.

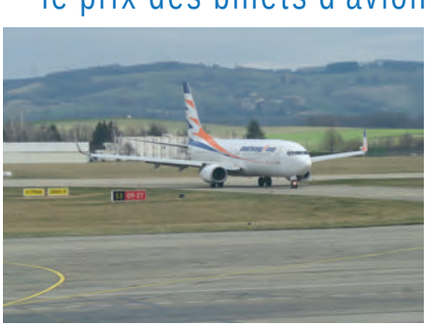
Guerre en Ukraine : le BTP français affaibli appelle à l'aide

La guerre en Ukraine touche fortement les entreprises du BTP en France. Le secteur, qui connaissait « une très bonne dynamique », fait face à des hausses de prix qui risquent de provoquer de gros dégâts. L'acier a bondi de 40 % depuis le 1er janvier. Les tuiles sont 40 % plus chères qu'il y a un mois et demi. Idem pour le gasoil. Sachant que la filière a déjà subi des augmentations importantes (bois, acier, composants) depuis un an et l'explosion des prix du gaz et de l'électricité. Et des pénuries commencent à poindre leur nez, car beaucoup se fournissaient en Russie ou en Ukraine, pour l'acier, le mélèze ou encore l'argile.

Le travail dissimulé a explosé en 2021

Ralentie par le Covid, la chasse aux fraudeurs est repartie de plus belle en 2021. Le 15 mars, la Caisse nationale Urssaf a annoncé que ses agents avaient détecté l'an passé pour 789 millions d'euros de travail dissimulé, un montant encore jamais atteint. En 2019, c'était 708 millions d'euros et en 2020, 606 millions d'euros. En 2021, les actions de contrôle ont crû de 46 % (près de 37 000). Les microentrepreneurs qui ne déclarent pas leurs revenus d'activité sont de plus en plus nombreux selon l'Urssaf. Ainsi, l'ensemble des microentrepreneurs éluderaient de 600 à 900 millions d'euros de cotisations par an.

La guerre en Ukraine pourrait faire augmenter le prix des billets d'avion



Ils n'étaient pas encore remis de la crise sanitaire que voilà la guerre en Ukraine. Les aéroports français aux « trésoreries asséchées », se sont fait entendre le 10 mars, par la voix de Thomas Juin, président de l'Union des aéroports français (UAF). Cette guerre aura des conséquences « lourdes » pour leur activité. Est-ce que les voyageurs vont vouloir prendre l'avion, alors que la guerre gronde aux portes de l'Union ? La guerre provoque également une flambée du prix des hydrocarbyures, ce qui va avoir pour conséquence « un renchérissement du coût du transport aérien, qui va être considérable », certaines lignes risquant de ne plus être rentables selon l'UAF.

Photo Le DL / Marine LANGEVIN

La phrase « Un choc mondial de l'offre pétrolière »

L'Agence internationale de l'énergie a dit craindre un « choc » sur l'offre pétrolière mondiale, à la suite des sanctions contre la Russie après l'invasion de l'Ukraine, tout en abaissant ses prévisions de la demande pour 2022. « La perspective de perturbations à grande échelle de la production russe menace de créer un choc mondial de l'offre pétrolière », écrit l'agence, qui conseille des pays développés sur leur politique énergétique, dans un rapport mensuel.

Selon Pascal Mégevand, co-gérant de Mégevand Frères, les notions de RSE ont émergé lors de la crise de 2009. Mégevand Frères

SILLINGY (HAUTE-SAVOIE)

« La RSE, c'est aussi la conscience d'un prix à payer »

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE)… Tout le monde devine ce que ça veut dire sans savoir vraiment ce que ça implique. Pour donner du corps à ces trois lettres, chaque mois, un responsable nous raconte ce qu'il met en œuvre. Pascal Mégevand, co-gérant de Mégevand Frères, évoque ici le transport de marchandises.

Comment la RSE a-t-elle émergé chez Mégevand Frères ?

« Nous avons commencé à y réfléchir dès 2009, lorsque nous avons subi le contrecoup de la crise financière. Cela nous a poussés à lever la tête du guidon, à élargir notre vision à d'autres enjeux, au-delà de notre métier. On a été proactifs et on a rapidement identifié la problématique du gasoil. Il suffisait de regarder les choses en face pour se dire que le statu quo était mortifère. »

Le fait que vous soyez transporteur routier ne vous a-t-il pas poussé naturellement vers la RSE, pour de simples raisons d'économie ?

« Pas forcément. Nous avons mené cette réflexion avec d'autres transporteurs. Nous avons tous jugé qu'il fallait évoluer même si cela était dérangeant. C'est dans ce sens que nous avons lancé, en 2010, le projet Équilibre, dont l'ambition était d'évaluer la pertinence et les performances du gaz naturel pour véhicules (GNV) pour le transport routier de marchandises par rapport au diesel, notamment pour agir sur les questions de pollution dans la vallée de l'Arve. Aujourd'hui, 60 % de nos camions roulent au gaz. La RSE, c'est certes une vision qui passe par la mise en place de pratiques différentes, mais c'est aussi la conscience d'un prix à payer. »

Avec le projet Équilibre, vous dépassez le simple cadre de la RSE appliquée à l'entreprise. Est-ce une suite logique ?

« Le projet Équilibre a d'abord visé à représenter les transporteurs dans le cadre du Plan de prévention de l'atmosphère de la vallée de l'Arve, mais il n'a rien apporté à Mégevand Frères, à part permettre au groupe de travail de comprendre notre problématique et vice versa. Les entreprises ont une responsabilité vis-à-vis de leur environnement immédiat et de leur cadre de vie. Celles qui s'intéressent à ces sujets resteront debout demain. »

Quid du volet social ?

« Nous sommes confrontés depuis une dizaine d'années à des problématiques de recrutement. Cela fait partie de notre quotidien. Nous avons décidé, avec l'aide de Pôle Emploi, de former et d'accompagner des candidats qui n'avaient pas une expérience forte dans notre métier, de donner la priorité à la personne plutôt qu'aux compétences. Résultat : nous avons déjà formé sept personnes et nous n'avons plus de problème de recrutement. »

Pensez-vous structurer davantage les actions RSE ?

« Le fait de nous être positionnés de façon proactive sur ces questions nous a rapprochés de nos banquiers et de nos partenaires financiers. Avec eux, nous réfléchissons à des questions de notation extra-comptable, de façon à établir un rapport des bonnes pratiques. Il ne s'agit pas de faire du "greenwashing" ni de "l'entreprise sociale", ça doit être une réalité. Dans cet esprit de transparence, nous avons aussi commencé à nous renseigner auprès d'Ecovadis, organisme de suivi et de partage des performances RSE. Mais nous nous intéressons aussi à un nouveau label que la Fédération nationale des transporteurs routiers s'apprête à lancer ces jours-ci. »

Comment vous adaptez-vous à la flambée des cours du gaz et du pétrole ?

« La RSE, de par l'implication de l'entreprise dans son environnement, nous a permis d'anticiper la situation actuelle. Nous étions informés des problématiques de disponibilité de pétrole, plusieurs alertes d'acteurs du secteur nous font penser qu'à partir de 2025, la situation sera très tendue, et qu'il convient d'anticiper ce point de blocage en tenant compte d'une inflation forte des prix de transport, et d'une obligation de repenser les flux logistiques. Une grande majorité de nos clients jouent le jeu, et avec certains, nous avons mis en place des pilotes pour des plans de transport plus économes en énergie et moins impactants. »

Recueillis par Laurent GANNAZ

288902800

NOUVEAU CITAN. VOYEZ PLUS GRAND.

Robustesse, confort, sécurité, connectivité… Vous l'aurez compris, le Nouveau Citan Mercedes-Benz voit les choses en grand.

À partir de 279 € HT*/mois(1) sans premier loyer majoré

LLD 60mois - 100 000 km
Contrat d'Entretien* et Garantie Perte Financière** inclus.

Consommations du CITAN FG 110 en cycle mixte (l/100km) : de 5.2 à 5.5 (WLTP). Émissions de CO2 (g/km) : de 136 à 145 (WLTP). Depuis le 1er septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO2, plus réaliste que la procédure NEDC précédemment utilisée. (1) 60 loyers 279 € HT inclus contrat d'entretien 35,38 € HT, option perte financière 10,76 € HT, 4 pneumatiques hiver 14,32 € HT et carte grise, 100 000 km maximum, sous réserve d'acceptation par MobiFleet Leasing, produit proposé par Mercedes-Benz Financial Services, 7 av. Niepçe 78180 Montigny - RCS 304 974 249 – ORIAS N° 07 009 177 (www.orias.fr) agissant pour le compte d'ATHLON CAR LEASE SAS, 53 av. Jean Jaurès, Immeuble Le Mermoz, 93350 Le Bourget, immatriculée au RCS 572063972, et à l'ORIAS N° 07 029 667. Offre à professionnels, valable chez distributeurs participants pour toutes commandes et livraisons jusqu'au 31/12/2022. * Proposé par d'Athlon Car Lease. Conditions auprès du distributeur. ** Police N° 8.424.133 souscrit par Athlon Car Lease auprès de MMA IARD Assurances Mutuelles, société d'assurance mutuelle à cotisations fixe, RCS 775 652 126 Le Mans, entreprise régie par le code des assurances.

Groupe Nadler | DAUPHINÉ POIDS LOURDS
SAINT-EGREVE Tél : 04 76 75 07 54
LA TOUR DU PIN Tél : 04 74 97 41 44
Van ProCenter

NOMINATIONS

Grenoble : Bénédicte Million à la tête de la Compagnie des Lavandières

Installée depuis l'année dernière à Grenoble, la directrice de l'agence La Compagnie des Lavandières, Marjorie Steban, part pour une nouvelle aventure professionnelle. À la recherche de sa remplaçante, elle prend contact avec Bénédicte Million. « Nous avions déjà travaillé ensemble par le passé pour une autre structure. Je connais le positionnement "libérant" de La Compagnie des Lavandières et je me suis dit que j'allais relever le défi », explique Bénédicte Million. Depuis le 28 février dernier, c'est elle qui gère l'agence grenobloise.
La Compagnie des Lavandières propose des prestations de confort (ménage, repassage, préparation des repas) avec un positionnement éthique et responsable.
Concrètement, elle accorde aux intervenants autonomie d'organisation, conditions de travail et de rémunération supérieures à la moyenne du secteur, voiture de service et surtout considération et reconnaissance.

Guillaume Garcia, président de la cave coopérative de Beaumont-du-Ventoux

Photo Le DL

Guillaume Garcia, 39 ans (à droite sur la photo), est devenu le nouveau président de la cave coopérative viticole de Beaumont-du-Ventoux, à l'issue du conseil d'administration qui a suivi la démission de Luc Piquet (à gauche) lors de la dernière assemblée générale.
Guillaume Garcia, dont la mère fut jusqu'en 2010 secrétaire de la cave, a appris le travail de la terre avec son grand-père, Gaston Raynaud. Il décide de reprendre l'exploitation familiale située à Malaucène en 2003 en bénéficiant des conseils de son oncle, Alain Moinier. Il la développe, passant de trois à sept hectares aujourd'hui. Agriculteur depuis près de 20 ans, il est au conseil d'administration de la cave depuis trois ans. Ce Vauclusien, dynamique sait pouvoir compter sur « une bonne équipe en place. Je ne serai pas seul et je serai soutenu, donc c'est encourageant. Je souhaite ainsi qu'il y ait une continuité à la cave. »

Patrick Gagnard, directeur de la plateforme du courrier de Montélimar

Photo Le DL

Patrick Gagnard a pris ses fonctions à la tête de la plateforme de distribution services/courrier/colis de Montélimar, officiellement le 1er février dernier. Il a succédé à Philippe Benson, parti dans la région de Marseille.
Originaire de Bourgogne, ce père de famille, âgé de 58 ans a fait toute sa carrière à La Poste. Guichetier en Seine-Saint-Denis, il a gravi les échelons, devenant inspecteur, cadre supérieur, puis cadre stratégique, résume-t-il en se félicitant d'« un ascenseur social fort à La Poste ». Il a notamment piloté la mise en œuvre de la nouvelle organisation interne baptisée, Facteur d'avenir, pour la région Bourgogne, avant de prendre ce nouveau poste dans la Drôme.

FLORENCE LAMBERT ÉLUE À L'ACADÉMIE DES TECHNOLOGIES

L'Académie des technologies est un établissement public placé sous la tutelle du ministre chargé de la Recherche. Sa mission est de conduire des réflexions et de formuler des propositions et des avis sur les questions relatives aux technologies et à leur interaction avec la société.
Chaque année, l'Académie recrute de nouveaux membres afin d'élargir son champ d'expertise. C'est l'aboutissement d'une procédure de sélection exigeante, qui prend en compte l'excellence des personnes et le rayonnement international de leurs travaux.
23 nouveaux académiciens ont été élus le 9 février, dont 10 académiciennes. Parmi elles, Florence Lambert.
La Grenobloise, a d'abord œuvré au sein de l'Institut national pour l'énergie solaire, où elle a initié la première plate-forme relative au stockage stationnaire de l'énergie en Europe. Elle a ensuite développé la division transport du CEA-Liten (laboratoire d'innovation pour les technologies des énergies nouvelles et les nanomatériaux), avant d'en prendre la direction. Elle est désormais présidente de Genvia, spin-off du CEA, dans les technologies de l'hydrogène décarboné, depuis mars 2021.

En partenariat avec

alpexpo all events · isère le département · SMMAG Syndicat Mixte des Mobilités de l'Aire Grenobloise · territoire d'énergie ISÈRE · réseau eborn · MOBILIANS

Un événement organisé par le dauphiné libéré · EBRA Events

LA CONJONCTURE EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Construction

- Logements autorisés : en décembre 2021, le nombre de constructions autorisées de logements neufs s'élève à 64 800, en hausse de 15,7 % par rapport à décembre 2020.

- Logements commencés : en décembre 2021, le nombre de logements commencés s'élève à 53 600, en hausse de 12,1 % par rapport à décembre 2020.

Créations d'entreprises

À décembre 2021, le nombre d'entreprises créées sur un an en Auvergne - Rhône-Alpes s'établit à 118 277, soit une hausse de 14,2 % par rapport à décembre 2020.
Pour le quatrième trimestre 2021, le nombre de créations d'entreprises s'établit à 30 201 (10 293 hors micro-entrepreneurs), en hausse de 3,8 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 2 % en variation annuelle.

Demandeurs d'emploi

Au quatrième trimestre 2021, le nombre de demandeurs d'emploi s'établit à 623 940, en baisse de 3,9 % par rapport au trimestre précédent et de 6,8 % par rapport au quatrième trimestre 2020.

Chômage

Le taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes s'établit à 7 % de la population active au troisième trimestre 2021. Il est stable par rapport au trimestre précédent.

Emploi salarié total

Au troisième trimestre 2021, l'emploi salarié total est en hausse de 0,4 % par rapport au trimestre précédent et de 2,6 % sur une année.

Source Insee

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

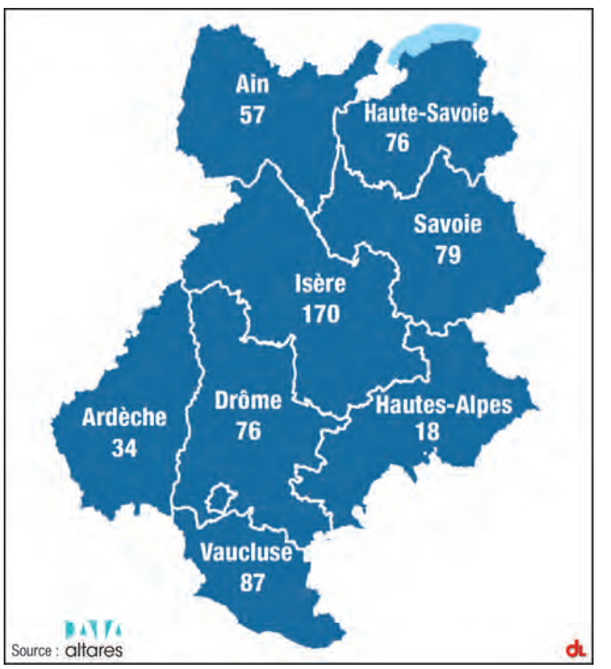
altares

Un premier trimestre compliqué

Par Thierry Millon, responsable des études chez Altares

Sur le territoire du Dauphiné, tous les départements sont dans le rouge sur cette première quinzaine de mars. Ainsi, depuis le début de l'année, près de 600 entreprises ont défailli contre 440 un an plus tôt. La hausse des défaillances se poursuit donc à un rythme très soutenu qui nous rapproche des valeurs d'avant Covid. Le premier trimestre 2022 pourrait avoisiner 750 défauts comme lors du premier trimestre 2020.
98 % des ouvertures de procédures concernent des entreprises de moins de vingt salariés dont les trois quarts comptent moins de trois salariés. Le bâtiment draine à lui seul le quart des défaillances et s'inscrit sur une tendance très sévère depuis le début de l'année (+80 %). La restauration bascule franchement dans le rouge depuis février sans encore approcher les niveaux de défauts de début 2020.

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES, SITUATION AU 18 MARS 2022



Nombre de défaillances d'entreprises cumulées enregistrées depuis le 1er janvier. Situation au 18 mars 2022.

LA BOURSE

LES ENTREPRISES DE LA RÉGION COTÉES EN BOURSE	COURS DU 21/03/22	ÉVOLUTION DEPUIS LE 07/03/22
Altheora (ex-Mecelec) / Mauves (07)	1,82 €	↑
Amplitude Surgical/Valence (26)	2,51 €	↑
Aquila/Avignon (84)	5,80 €	→
Crédit Agricole Alpes Provence / Aix-en-Provence (13)	70,99 €	↑
Crédit Agricole Sud Rhône-Alpes/Grenoble (38)	135 €	↑
Delta Plus Group/Apt (84)	91,5 €	↑
Egide/Bollène (84)	1,37 €	↑
Everset/Grenoble (38)	0,40 €	↓
GEA/Meylan (38)	91,5 €	↓
ID Logistics/Cavaillon (84)	321,5 €	↑
Kalray/Montbonnot-Saint-Martin (38)	32 €	↑
La Compagnie du Mont Blanc/ Chamonix-Mont-Blanc (74)	117 €	↓
La Savonnerie de Nyons/Nyons (26)	36,2 €	↑
Léon Grosse/Aix-les-Bains (73)	1035 €	→
Mare Nostrum/Grenoble (38)	2,72 €	→
McPhy Energy/La Motte-Fanjas (26)	19,77 €	↑

LES ENTREPRISES DE LA RÉGION COTÉES EN BOURSE	COURS DU 21/03/22	ÉVOLUTION DEPUIS LE 07/03/22
Memscap/Bernin (38)	1,24 €	↑
Miliboo/Chavanod (74)	3,56 €	↑
Millet Innovation/Loriol-sur-Drôme (26)	--	
MND/Sainte-Hélène-du-Lac (73)	3,54 €	↓
Precia Molen/Privas (07)	32,22 €	↑
Roctool/Le Bourget-du-Lac (73)	3,42 €	↑
Samse/Grenoble (38)	208 €	↑
Serge Ferrari/Saint-Jean-de-Soudain (38)	17,70 €	↑
Soitec/Bernin (38)	165,4 €	↑
Somfy/Cluses (74)	147,6 €	↑
Sopra Steria Group/Annecy (74)	168,1 €	↑
Spartoo/Grenoble (38)	2,27 €	↑
Groupe Tera/Crolles (38)	5,35 €	↑
Tessi/Grenoble (38)	168,6 €	→
Thermador Group/Saint-Quentin-Fallavier (38)	96,5 €	↑
Tivoly/Tours-en-Savoie (73)	41,4 €	↑
Tronics/Crolles (38)	5,35 €	→
Waga Energy/Meylan (38)	34,4 €	↑

le dauphiné libéré

Société éditrice : Le Dauphiné Libéré **Président-Directeur Général :** Philippe Carli **Directrice Générale déléguée, Directrice de la publication :** Noëlle Besnard **Rédacteur en chef :** Guy Abonnenc **Directeur d'édition :** Georges Bosi **Coordination éditoriale :** Célia Amphoux / 06 46 42 70 90 - celia.amphoux@ledauphine.com **Secrétariat de rédaction :** Christelle Dupraz, Yvan Le Gall **Publicité :** Groupe Dauphiné Média. Tél. 04 76 88 71 00. Envoyez-nous vos informations, annonces d'événements et nominations à ldlentreprises@ledauphine.com

www.ledauphine.com/entreprises/

Jean Lain business

Notre mission : Vous apporter toutes les clés pour optimiser votre mobilité et celle de votre entreprise.

Scannez pour en savoir plus

Que vous soyez artisans, professions libérales, TPE, PME, grands comptes ou bien collectivités, nous avons les solutions pour répondre à vos besoins.

business.jeanlain.com

296239000